	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté d'Agglomération du Libournais
SIRET/SIREN
200070092
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
42 rue Jules Ferry - CS 62026 33503 Libourne Cedex
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Benjamin Maufront, Responsable du service ADS et planification urbaine de la CALI.
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Benjamin PESQUIER Directeur Ville & Territoire (Altereo)
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)

b.pesquier@altereo.fr

Tel : +33 (0) 4 42 54 00 68

Port : +33 (0) 6 07 94 39 55

Fax : +33 (0) 4 42 54 06 78

2. Identification du PLU

2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))

PLU

2.2 Intitulé du document

Plan local d'urbanisme de la commune de Coutras

2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document

PLU approuvé par D.C.M. du 30/01/2013

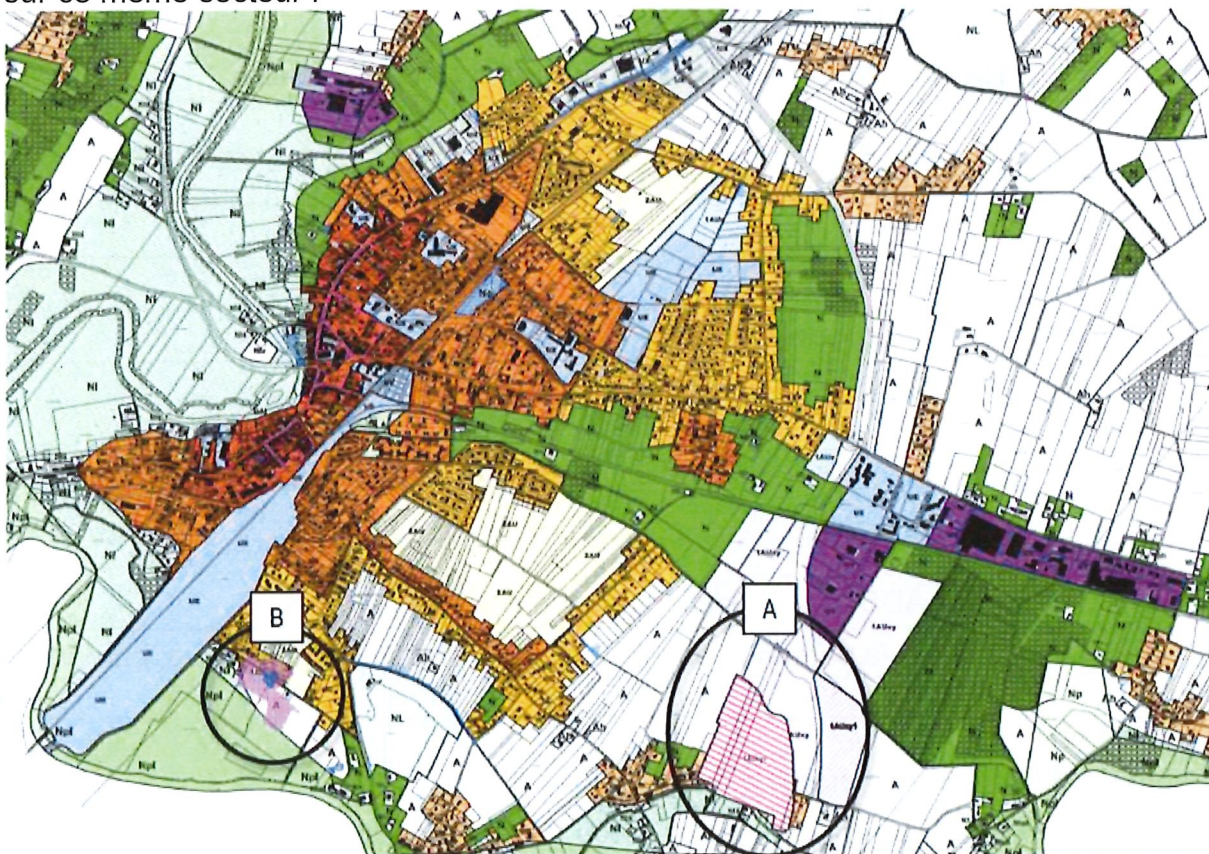
Consultable au lien suivant : <https://www.coutras.fr/services-demarches/urbanisme/plan-local-durbanisme/>

2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU

Commune de Coutras

2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)

Secteur d'évolution concernant la zone 1AUxyv (A) du PLU en vigueur ainsi que la zone 1AU sur le secteur Petite Cabane sud (B) et les prescriptions d'emplacements réservés sur ce même secteur .



3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Nouvelle Aquitaine, approuvé le 27 mars 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Grand Libournais, approuvé le 6 octobre 2016
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
Plan Climat Air Energie Territorial de la CA du Libournais (Octobre 2018) SDAGE-PDM 2022-2027 du bassin Adour-Garonne SAGE Isle-Dronne, adopté le 16 mars 2021 SAGE Nappes profondes de la Garonne, arrêté le 18 juin 2013. PLH 2018-2023 PPRI Vallées de l'Isle et de la Dronne – secteur Dronne, approuvé le 20 juillet 2001
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification de droit commun n°8
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
8 623 habitants (Insee, 2020)

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	33,69 km ²			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	590,59 ha	17,54%	inchangé	inchangé
zones 1 AU	81,6 ha	2.42%	inchangé	inchangé
zones 2 AU	53,19 ha	1.58%	inchangé	inchangé
zones A	1318,74 ha	39,14%	inchangé	inchangé
zones N	1363,32 ha	40,36%	inchangé	inchangé
Total	3 369 ha	100%	inchangé	inchangé
4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).				
<p>Le rapport de présentation (p.120) présente les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une croissance démographique comprise entre 1.01% et 1.58% par an, soit entre 827 et 1280 habitants supplémentaires à l'horizon 2022. - Le besoin en logements est ainsi estimé entre 646 et 854 unités. - L'hypothèse haute correspond à un besoin foncier en extension estimé à 85,4 hectares. 				

Les estimations sont les suivantes :
Pour la période 2018-2023 :

La commune a pour objectif de produire 110 log/an dont 65 Log Locatifs Sociaux/an (59/an en production neuve). Soit 660 logements sur la période 2018-2023, dont 390 Log Locatifs Sociaux/an (354 en production neuve)

- Une part de logement sociaux à produire qui représente 59% des résidences principales
- Un potentiel foncier identifié de 40,74 ha (55 logements au sein de projets)

Le SCoT prévoit un taux de croissance annuel moyen maximum de 1,07%. Pour répondre à une croissance de 1,07%/an, un besoin de création de 949 logements est nécessaire d'ici 2032, une population de 10 096 habitants en 2032 et une extension estimé à 15,6 ha.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La commune souhaite permettre l'installation d'entrepôts dans le secteur 1AUxy du PLU dédié à l'activité et réaliser des ajustements au règlement écrit de la zone.

La modification n°8 du Plan Local d'Urbanisme a ainsi pour objectif de faire évoluer le règlement écrit.

Évolution du règlement

- Evolution des conditions d'occupations et utilisation des sols afin d'autoriser la sous-destination Entrepôts (activité de stockage et logistique)
- Évolution des règles d'occupations des sols notamment l'implantation des construction en lien avec la sous-destination ajoutée
- Évolution des règles de hauteur en lien avec la sous-destination ajoutée
- Évolution des règles de stationnement pour préciser les besoins en places de stationnement avec la sous-destination ajoutée

Elle a également pour objectif de supprimer les modifications réalisées lors de la 4^{ème} modification du PLU (retirée par le jugement en appel du 17 décembre 2021).

Evolution du règlement écrit

- Suppression des éléments modifiés lors de la modification n°4 : Suppression des éléments mentionnant le zonage 1AUxyv

Evolution du règlement graphique

- Suppression des éléments modifiés lors de la modification n°4 : Suppression du zonage 1AUxyv et retour au zonage initial 1AUxy

Evolution de l'OAP

- Suppression des éléments modifiés lors de la modification n°4 et retour à l'OAP de la modification n°3

Enfin, la modification n°8 devra recalcr les calques issus de la 5^{ème} modification du PLU sur le plan de zonage (zone 1AU + prescription surfacique relative aux emplacements réservés).

Evolution du règlement graphique

- Recalage des éléments de la modification n°5 qui se sont décalés sur le plan de zonage

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Les modifications apportées portent sur une zone 1AU déjà existante, elles n'ont pas pour objet d'ouvrir une nouvelle zone à l'urbanisation mais simplement de mettre à jour l'encadrement des constructions à venir.

La modification vise à autoriser les constructions à destination d'entrepôts au sein de la zone 1AUxy existante du PLU. La superficie de la zone 1AUxy n'est donc pas augmentée.

L'augmentation des hauteurs (de 12 mètres à 15 mètres) pour l'ensemble de la zone 1AUxy permet néanmoins de construire plus haut, sur une même superficie.



Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

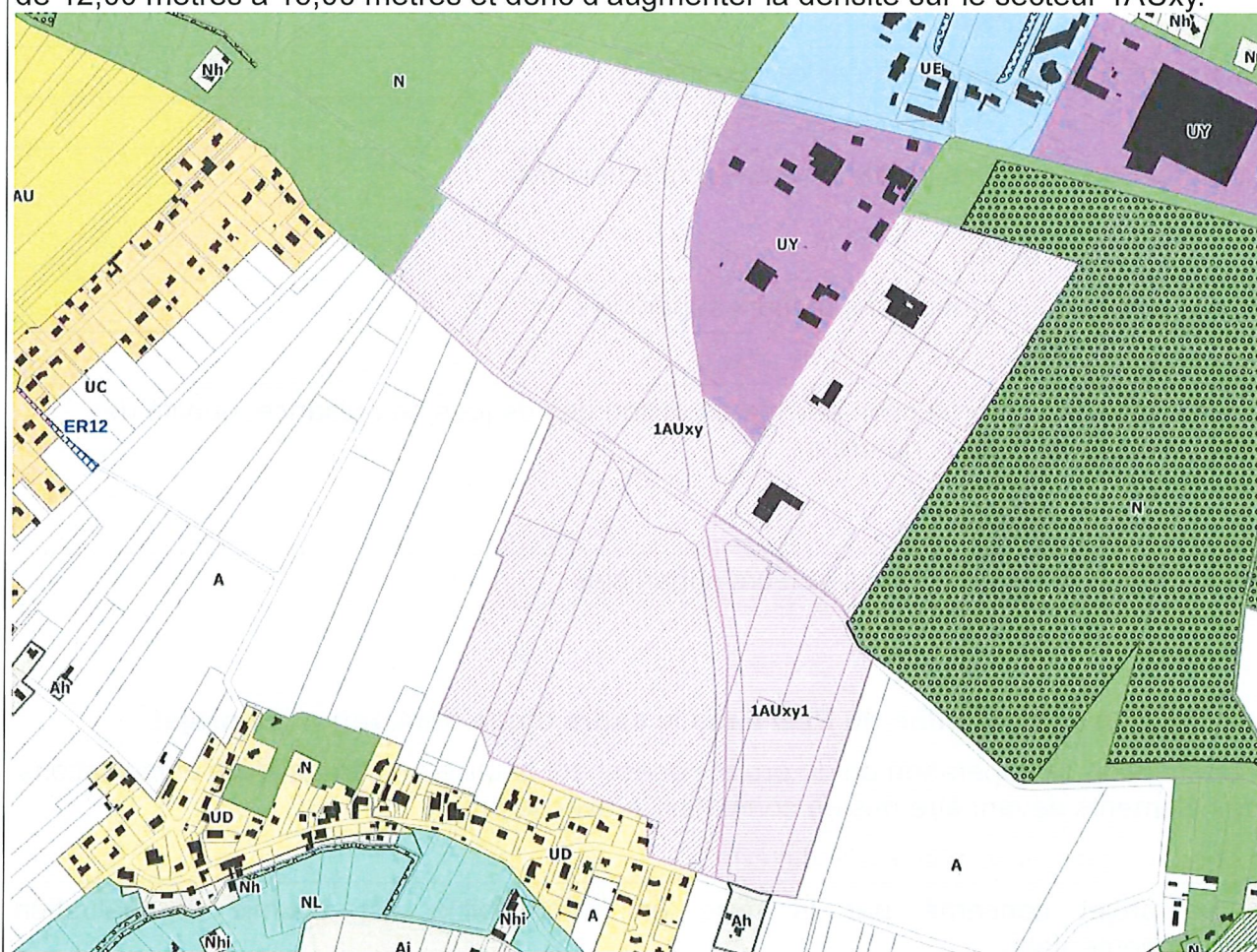
☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Les modifications apportées portant sur une zone 1AU déjà existante.

La modification vise à faire évoluer les règles de hauteurs pour la zone 1AUxy en passant de 12,00 mètres à 15,00 mètres et donc d'augmenter la densité sur le secteur 1AUxy.



4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui


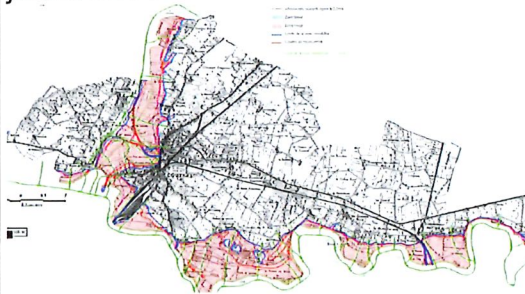
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet



<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</p>
<p>- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les effets</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>

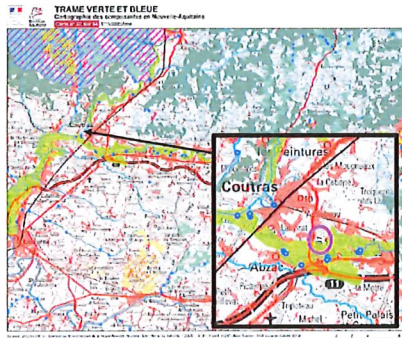

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>FR5402010 - Vallées du Lary et du Palais</p> <p>FR7200661 - Vallée de L'Isle de Périgueux à sa confluence avec la Dordogne</p> <p>FR7200662 - « Vallée de la Dronne de Brantôme à sa confluence avec l'Isle »</p>

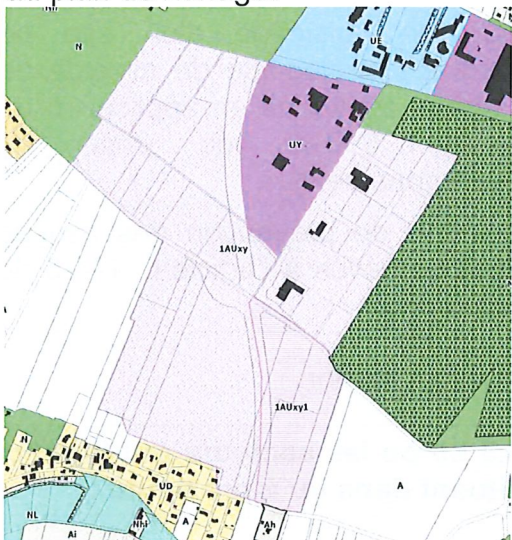
Annexe II

			
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>PPRI Vallées de l'Isle et de la Dronne – secteur Dronne, approuvé le 20 juillet 2001</p> 
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

carbène instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>2 monuments historiques répertoriés sur le territoire communal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eglise Sain-Jean Baptist - Puits Henri IV 
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Oui, plusieurs zones humides répertoriées à l'échelle du territoire communal d'après les documents EPIDOR (se reporter au rapport de présentation du PLU). Elles concernent en tout 696,4 Ha, soit 21,3% du territoire communal. Elles sont classées en zone naturelle du PLU.</p> 
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est en effet traversée par plusieurs continuités et comprend des réservoirs de biodiversité identifiés dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique Nouvelle Aquitaine. Ces continuités écologiques ont été</p>

			<p>classées en zone N, Np (protégée) et en Espaces Boisés Classés.</p> <p>Le diagnostic écologique joint à la présente demande comprend une analyse de la trame verte et bleue présente à l'échelle du territoire communal.</p>  <p>Figure 8 : Cartographie des coupures de la Trame Verte et Bleue en Nouvelle-Aquitaine, source : SPAEDST Nouvelle-Aquitaine</p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>ZNIEFF de type II n° 3564 : "Vallée de l'Isle tronçon de Libourne à Guîtres".</p> <p>- ZNIEFF de type II n° 3575 : "Vallée de l'Isle de Saint-Seurin sur l'Isle à Coutras".</p> <p>- ZNIEFF de type II n° 3576 : "Vallée de la Dronne de Saint-Aigulin à Coutras".</p> 
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Oui, plusieurs espaces boisés classés identifiés dans le règlement graphique du PLU en vigueur : classement des ripisylves majeurs,</p>

prévue à l'article L. 141-1 du code forestier			des ripisylves secondaires et des boisements d'intérêt (plateau de la rive Ouest de la Dronne). Se reporter au plan de zonage.
			
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Identification du patrimoine paysager local au titre de l'article L. 151-19 CU (arbres remarquables, principales lisières boisées, principales vues et panoramas, vallons à préserver). Se reporter au plan de zonage.

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :


	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.


5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

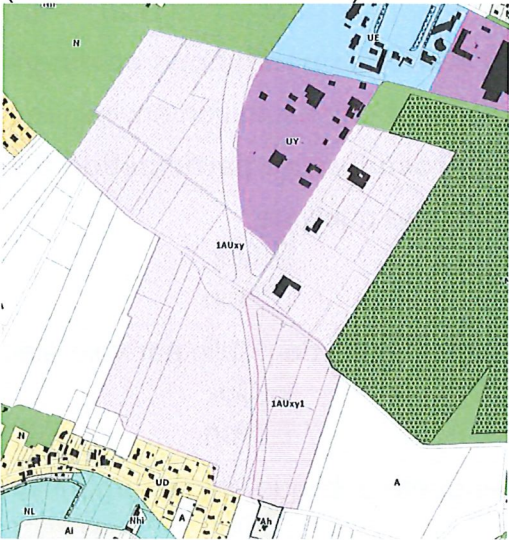
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La zone d'étude n'est pas directement concernée par des zonages de protection au sein de son aire d'étude immédiate, cependant l'aire d'étude éloignée du projet chevauche un site Natura 2000 nommé « Vallée de L'Isle de Périgueux à sa confluence avec la Dordogne », de référence FR7200661. Il s'agit d'une Zone Spéciale de Conservation (ZCS) de la directive « Habitats, Faune, Flore ». L'emprise du projet se situe à moins de 500 m au Nord de cette zone Natura 2000.</p> <p>Un second site est à noter, nommé « Vallée de la Dronne de Brantôme à sa confluence avec l'Isle » de référence FR7200662, à environ 3km au Nord-Ouest de la zone d'étude. Il s'agit d'une ZCS) de la directive « Habitats, Faune, Flore ».</p>

Annexe II

			
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La cartographie de la Trame Verte et Bleue locale identifie plusieurs éléments structurants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des réseaux de cours d'eau constituant des corridors écologiques de la trame bleue en dehors de l'aire d'étude éloignée (à plus d'1 km du site);

Annexe II

			<ul style="list-style-type: none"> Des réservoirs de biodiversité autour des berges de l'Isle et dans les milieux naturels environnant, empiétant au sein de l'aire d'étude éloignée du projet, à moins de 300 m de l'aire d'étude immédiate.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le projet se situe à environ :</p> <ul style="list-style-type: none"> 450 m au Nord de la ZNIEFF de type 2 nommée Vallée de L'Isle de St Seurin sur L'Isle à Coutras, de référence 720012880 : 4 km à l'Est de la ZNIEFF de type 2 nommée L'Isle du barrage de Laubardemont à Libourne et sa vallée bocagère, de référence 720014177 : 3 km au Sud-Est de la ZNIEFF de type 2 nommée Vallée de la Dronne de Saint-Pardoux-la-rivière à sa confluence avec l'Isle, de référence 720012850 : 
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site est situé à moins de 300 mètres d'un espace boisé classé (bois des Grands Marais). 
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
Pas d'autre consultation envisagée
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Annexe 3 - Délibération du 1 février 2024 (rubrique 6)		

9. Engagement et signature
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

Annexe II

(personne publique responsable)			
Fait à	Libourne	le,	29/03/2024
Nom	BUISSON	Prénom	Philippe
Qualité	Président de la Communauté d'agglomération du Libournais		
Signature			
 <p>Philippe BUISSON Président de la Communauté d'Agglomération du Libournais</p>			